

appliquant de bons principes de gestion. Il faudrait par ailleurs former ceux qui renoncent à l'agriculture pour les préparer à exercer un autre métier, et les aider jusqu'à ce qu'ils se rétablissent.

Il peut y avoir beaucoup d'avantages à habiter Lisgar, monsieur l'Orateur, mais nous sommes actuellement aux prises avec les mêmes problèmes qu'on retrouve partout ailleurs au Canada. C'est pourquoi mes ressortissants s'intéressent, il va sans dire, à ce que le gouvernement fédéral fait et se propose de faire pour résoudre le problème agricole. Maintenant que je suis à Ottawa, je m'attends à recevoir des lettres et des appels téléphoniques me demandant ce que je fais pour aider à résoudre ces problèmes.

Là comme dans le reste du pays, les cultivateurs sont inquiets parce qu'ils n'ont pas l'argent nécessaire pour passer l'hiver et pour se préparer à leurs semailles du printemps prochain. A cause de la nature des exploitations agricoles dans ma circonscription, il semble que les mesures adoptées jusqu'ici auront moins d'effet que dans certaines régions plus à l'ouest, mais je serai mieux placé maintenant pour établir exactement ce qui se fait et ce qui est projeté.

Dans ma circonscription, le manque d'argent ne résulte pas seulement de la lenteur des ventes de céréales, mais aussi des prix peu élevés obtenus pour le porc et d'autres animaux. On s'y montre aussi fort inquiet devant la quasi-disparition des débouchés traditionnels pour les œufs et la volaille à la suite des restrictions imposées récemment par les autorités provinciales aux transactions opérées à l'extérieur de la province. J'espère que l'on résoudra ces problèmes avant que la stabilité traditionnelle de nos marchés ne soit compromise à jamais.

Comme toute l'économie de la région de Lisgar repose sur l'agriculture, j'espère sincèrement que nous pourrons aider d'une manière ou d'une autre nos cultivateurs à surmonter l'hiver et le printemps. Il est absolument nécessaire que nous agissions dans ce sens si nous voulons éviter un désastre économique dans les circonscriptions rurales. Ce ne sont pas là des propos alarmistes, monsieur l'Orateur. La situation est vraiment tragique à ce point.

Mes collègues vont sans doute être contents d'apprendre que je m'appête à conclure. J' imagine qu'ils sont aussi heureux que moi que j'aie réussi à prononcer mon premier discours sans détruire notre régime parlementaire. Je vais essayer de rectifier cela quand je participerai à des débats sérieux.

Des voix: Oh, oh!

M. Murta: Je voudrais conclure en disant à mes collègues des deux côtés de la Chambre que je suis bien reconnaissant d'avoir reçu un accueil aussi chaleureux. J'ai été fort encouragé par toutes les marques d'attention dont j'ai été l'objet de la part de tous. Maintenant que je suis officiellement installé comme membre de la loyale opposition de Sa Majesté, j'espère sincèrement que je serai ici assez longtemps et que je me comporterai de façon à ce que tous mes collègues des deux côtés de la Chambre deviennent aussi mes amis. Je vous remercie, monsieur l'Orateur.

[M. Murta.]

Des voix: Bravo!

• (5.30 p.m.)

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, on a déjà dit plusieurs choses sur le budget mais il en reste encore beaucoup à dire. Les principales choses qui devraient être dites ne l'ont pas encore été. On n'a pas parlé du tout de solutions logiques visant à résoudre nos problèmes. Les problèmes existent, mais on n'a pas de solution à proposer. On a peur des solutions comme s'il s'agissait de la foudre, et je me chargerai donc d'en proposer.

A chaque présentation de budget, on parle d'impôts et les contribuables sont encore plus écrasés sous le poids des impôts. En effet, l'administration absorbe de 50 à 60 p. 100 des revenus, de sorte qu'il ne reste presque rien au contribuable.

Afin de pouvoir mettre de l'argent à la disposition des contribuables, il faut contracter de nouveaux emprunts, et, par conséquent, de nouvelles dettes, autant de nouveaux «carcans» et de nouveaux embêtements qui nous conduisent aux pires catastrophes jamais vues dans l'histoire. Plus nous avançons, plus l'histoire se complique, plus le taux de chômage augmente, plus il y a de mécontentement et plus nous avons du mal à résoudre nos problèmes.

Et ceci est attribuable au fait que nous n'avons pas recours aux vraies solutions pour résoudre nos problèmes. Une fois ces problèmes résolus, il serait plus facile d'assurer une saine administration.

J'ai pris connaissance, en fin de semaine, par la voie des journaux, de certaines appréciations d'organismes publics ou semi-publics sur divers aspects du budget.

Aucune réduction générale d'impôt n'a été annoncée, alors que l'on a décrété la hausse immédiate de 10 p. 100 des prestations d'assurance-chômage. Si l'on décide de majorer les prestations d'assurance-chômage, c'est l'indice que nous sommes très loin des mesures qu'il faudrait adopter pour donner au peuple ce à quoi il a droit.

On a décrété, pour une autre année, le maintien de la surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu des particuliers et des corporations. Or, monsieur l'Orateur, quand on veut soulager quelqu'un qui a déjà un très lourd fardeau à porter, on allège ce fardeau plutôt que de l'augmenter. C'est exactement le contraire que fait le présent budget.

On accorde près de 150 millions de dollars aux provinces, au chapitre des projets créateurs d'emplois, attribuant ainsi aux provinces le malaise présent, parce que si elles empruntent 150 millions, il leur faudra en payer l'intérêt à un taux exorbitant.

Si l'honorable ministre des Finances (M. Benson) avait gelé le taux d'intérêt à 1 ou 2 p. 100, on aurait pu au moins dire que le ministre des Finances est vraiment disposé à faire quelque chose pour le peuple plutôt que de favoriser uniquement la finance. Ce qu'il fait présentement, il le fait pour la finance, au détriment du peuple et des provinces, qui sont déjà trop taxés et à qui de nouveaux emprunts ne feront que créer de nouveaux embêtements.

On accorde une subvention de 23 millions de dollars aux régions qui ont «gagné la coupe Grey du chômage» en vue de combattre le chômage, 20 millions pour construire des routes et assurer des services au nouvel aéro-